

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2012

Nombre de Conseillers : 19

Présents : 14

Pouvoir : 1

L'an deux mille douze et le vingt-quatre septembre, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel, Maire.

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, WEISS Elisabeth, GARCIA Eric, LEBORGNE Sylvie, CAZZOLA Stéphane, BERGEZ Danielle, Adjoints; MARTIN Alain, LACREUSE Brigitte, PELLERIN Annick, BLANC Aymeric-Numa, DOTTA Stéphane, BESSONE Eric, LAMBERT CONSTANT Eliane, BUISINE Serge.

Absents et excusés :

HILY Guy (pouvoir à UVERNET Gabriel),

EGENSCHWILLER Sabine,

MATI Chantal,

GIROUD Patrick,

FILERI Grégory.

Désignation du secrétaire de séance : Madame Elisabeth WEISS

Lecture du compte rendu : Adopté sans observations

Lecture des décisions :

- Contentieux Carletti c/ Commune du Thoronet, PC Mme Vincent.
- M.P. D012/S01, déclaration sans suite.

Monsieur le Maire retire et reporte les points :

- n°3 « Vente de gré à gré »,
- n° 6 « Intempéries 2011 et demande de subvention »,
- n° 7 « Rapport sur l'eau potable » et n° 8 « Rapport sur l'eau assainie »
(la modification des documents, ce jour, ne permet pas de prendre connaissance du dossier dans sa globalité).

1. INSTAURATION DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN RENFORCÉ SUR CERTAINES PARTIES DU TERRITOIRE COMMUNAL

Vu, le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 211-4, L 213-1 et suivants et R 211-1 et suivants ;

Vu, les articles L 2122-22 et L 2122-23 du code général des collectivités territoriales ;

Vu, la délibération du conseil municipal en date du 13/06/1996 instaurant sur le territoire de la commune un droit de préemption urbain ;

Vu, la délibération du conseil municipal en date du 28/03/2008 réitérant sa volonté d'instaurer sur le territoire de la commune un droit de préemption urbain ;

Considérant qu'il est nécessaire que la commune du Thoronet puisse poursuivre en vertu des dispositions du code de l'urbanisme ses actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat,

Considérant que l'instauration du droit de préemption « renforcé » tel que défini à l'article L 211-4 du code de l'urbanisme permettra à la commune de mener à bien la politique ainsi définie en considération de l'intérêt général de ses habitants.

Monsieur le Maire expose aux membres de l'assemblée délibérante qu'il est indispensable que la Commune du Thoronet (qui dispose du site touristique le plus visité du Var) puisse agir pour valoriser et promouvoir son territoire ; en outre, elle se doit de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques notamment l'artisanat, de réaliser des équipements collectifs, de permettre la restructuration urbaine.

En effet, depuis l'arrêt de son activité minière, la Commune du Thoronet a résolument tourné son économie vers le tourisme, plus particulièrement le tourisme vert et vers la viticulture.

Il est d'ailleurs prévu au sein du projet d'aménagement et de développement durable du P.L.U. de la Commune, en cours d'élaboration, l'implantation d'une Maison de Pays.

Aujourd'hui, il apparaît nécessaire de maintenir et poursuivre ses efforts en s'assurant de la pérennité du tissu économique local, tourné vers la valorisation d'un savoir faire, l'accueil de tourisme sous toutes ses formes que ce soit l'artisanat, le commerce de proximité, la restauration.

Le droit de préemption urbain renforcé permet de délimiter un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité à l'intérieur duquel sont soumises au droit de préemption les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce ou de baux commerciaux.

Chaque cession sera subordonnée, à peine de nullité, à une déclaration préalable faite par le cédant à la commune. Cette déclaration précisera le prix et les conditions de cession.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'instaurer le droit de préemption urbain renforcé tels qu'énoncé au sein du code de l'urbanisme notamment l'article L 211-4 sur les secteurs du territoire tels que définis sur le plan annexé – Il s'agit du noyau villageois et de la zone d'activités place Louis Rainaud.

ARTICLE SECOND : Que la présente délibération sera soumise à l'ensemble des formalités de publicité prévues par les articles R 211-2 et R 211-3 du code de l'urbanisme.

Adopté à l'unanimité

2. CONVENTION ASSOCIATION « FIT ET COACH » POUR PRATIQUE DU BOUTCAMP ET OCCUPATION DES TERRAINS DE SPORTS

Madame LEBORGNE expose au conseil municipal qu'une nouvelle association thoronéenne Fit & coach ayant pour but la pratique du boutcamp et toutes les activités fitness s'y rattachant, a vu le jour cette année.

Cette association souhaite pouvoir utiliser les terrains de sports afin de mettre en œuvre ses objectifs et développer son activité.

Comme toute association thoronéenne qui en fait la demande, il convient de conclure une convention de mise à disposition du terrain.

Après lecture du projet de convention, et après en avoir délibéré, le Conseil municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'adopter la Convention de mise à disposition des terrains de sports au profit de l'association Fit & coach.

ARTICLE SECOND : D'autoriser le Maire à signer la dite convention avec l'association précitée.

Adopté à l'unanimité

3. MISE À DISPOSITION À L'ASSOCIATION T.H.O. LOISIRS DU LOCAL DE LA MAISON DES JEUNES, MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION EN DATE DU 27 AOÛT 2012

Monsieur GARCIA rappelle au Conseil Municipal qu'une nouvelle association T.H.O. Loisirs ayant pour but de favoriser l'accès aux loisirs et de promouvoir les projets culturels, sportifs, artistiques des jeunes de 18 à 25 ans, a vu le jour cette année.

Cette association souhaite pouvoir utiliser le local municipal de la Maison des Jeunes afin de mettre en œuvre ses objectifs et développer son activité et le Conseil municipal a fait droit à sa demande par délibération en date du 27 août 2012 en adoptant la convention de mise à disposition du local précité.

Pendant, il apparaît nécessaire de compléter la dite convention en y intégrant l'usage du téléphone fixe et de l'ordinateur (article 3 C.).

Après lecture du projet de convention, et après en avoir délibéré, le Conseil municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'adopter la Convention modifiée de mise à disposition du local de la Maison des Jeunes au profit de l'association T.H.O. Loisirs.

ARTICLE SECOND : D'autoriser le Maire à signer la dite convention avec l'association précitée.

Adopté à l'unanimité

4. ASSOCIATION ECOLE DE MUSIQUE : SUBVENTION ET CONVENTION D'OCCUPATION DES LOCAUX

Monsieur GARCIA expose aux membres du Conseil Municipal qu'une nouvelle association « Académie de Musique » a vu le jour.

Cette association « Académie de Musique » a pour but de permettre au plus grand nombre, dès 5 ans, d'accéder à l'enseignement complet de musique, soit l'éveil musical, le solfège et l'apprentissage de la pratique d'instruments (piano, guitare, flute, trompette, batterie).

Cette association souhaite pouvoir utiliser la maison des associations afin de mettre en œuvre ses objectifs et développer son activité.

Comme toute association thoronéenne qui en fait la demande, il convient de conclure une convention de mise à disposition des locaux municipaux.

En outre, Monsieur Garcia propose d'encourager cette association qui répond à une demande forte de la population, obligée jusqu'alors de se déplacer en dehors du territoire pour pouvoir bénéficier d'un enseignement artistique musical ou de renoncer de par ce qui précède à cette pratique.

Monsieur Garcia fait une présentation exhaustive de l'association et informe que 56 élèves sont déjà inscrits. Un concert de fin d'année sera ouvert au public.

L'association sollicite une participation communale de 16 989 €.

Après lecture du projet de convention, et après en avoir délibéré, le Conseil municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De ne pas attribuer à l'association Académie de Musique une subvention de 16 909 €.

Adopté à l'unanimité

INFORMATIONS DIVERSES

Par Monsieur Le Maire :

- Lecture courrier des enseignants de l'Ecole Lucie Aubrac portant sur l'organisation des « virades de l'espoir » par l'association « Vaincre la Mucoviscidose ».
- L'évolution des P.L.U. des Communes de la Communauté de Communes Cœur du Var est à la disposition des élus.
- Lecture courrier de M. Philippe MARCHE, enseignant à l'Ecole du Thoronet, organisation le 25 octobre 2012 de « La Grande lessive »
- Lecture remerciements « Les Riverains du chemin de la Lonnette » pour aménagement du chemin et son goudronnage.
- Lecture courrier du SYMIELEC VAR et prise en recharge pour les véhicules électriques.

- Lecture courrier du club Cyclotourisme et organisation manifestation « Pâques en Provence 2013 ».
- Lecture devis pour réalisation d'un sol FC confort, Ecole Lucie Aubrac.
- Lecture délibération de la Communauté d'Agglomération Dracénoise et aide à la connexion par satellite.
- Lecture courrier d'une administrée et demande de dérogation à M. Le Maire du Cannet des Maures pour la garde de son enfant le mercredi.

Par Monsieur Alain MARTIN:

Présentation du diagnostic des installations d'éclairage public de la Commune du Thoronet.

Par Monsieur Stéphane CAZZOLA :

Compte-rendu de la réunion du 19/09/2012 et présentation des différentes solutions de gestion de la signalétique

Par Madame Elisabeth WEISS:

Le Marché calendal aura lieu le 2 Décembre. Des jouets seront récoltés pour les Restos du Cœur.

Séance clôturée à 21h00.

La secrétaire de séance

Madame Elisabeth WEISS